

finances cantonales

«Pascal Broulis, êtes-vous assez ambitieux?»

Les finances vaudoises vont mieux. Mais à quel coût pour les communes et les citoyens? Le conseiller d'Etat Pascal Broulis répond aux questions d'un entrepreneur.

Par **André Kudelski**,
président et CEO de Kudelski

André Kudelski

1960 Naissance à Lausanne.

1984 Obtient son diplôme en physique de l'EPFL. Occupe un poste d'ingénieur recherche et développement chez Kudelski dans la Silicon Valley, puis devient responsable produits pour la Pay TV, et enfin directeur de Nagravision, la division de Pay TV de Kudelski.

1987 Membre du comité de direction de Kudelski.

1991 Il succède à son père, Stefan Kudelski, au poste de président et CEO de Kudelski.

Mandats André Kudelski est notamment membre du conseil d'administration d'Edipresse et de Nestlé. Il est également membre du comité d'Economiesuisse.



Vaud à la traîne de la Suisse. Pascal Broulis, est-ce un mythe ou une réalité, et pourquoi est-il perçu ainsi?

C'est devenu un mythe. Depuis un an, Vaud a retrouvé du poids à Berne, car il met de l'ordre dans ses finances. Nous sommes passés de la 26^e à la 18^e place, et nous serons sans doute au milieu du peloton dans le prochain classement intercantonal. Notre rating (A) va progresser. Pénard, j'ai été chercher, voilà deux ans, le prix citron des finances cantonales décerné par Bilan. Désormais, le canton va mieux, il a un plan stratégique, une vision, il maîtrise ses charges.

Peux-t-on viser la tête du peloton? Dans les cinq premiers?

Oui. Pas en six ou douze mois, mais sur cinq ans, dans la prochaine législature.

Dans ces économies, quelle est la part du court et du long terme?

Plus de 700 mesures ont été préparées et un nouveau train est en route. Dans le total, il y a 322 millions qui sont enregistrés, qui sont pérennes, et environ 50 millions qui ne le sont pas. Par exemple, des investissements annulés et remplacés. 85% de ces mesures sont des compressions de charges, c'est faire mieux avec le même franc, et 15% de recettes supplémentaires, qui sont un meilleur encaissement des prestations de l'Etat.

Mais les communes disent que la réduction des coûts de l'Etat se fait à leur détriment...

Leur part aux dépenses a légèrement augmenté du fait de la facture sociale. Il y a aussi un débat qui fait rage sur un partage d'une facture de transports à une hauteur de 17 millions. Les communes sont aussi fortement perturbées parce que, depuis à peu près quatre ans, elles vivent sous l'emprise de grandes réformes et n'ont pas de visibilité financière avant 2008-2009. Maintenant, il faut s'atteler à nouer un partenariat fort de l'Etat avec les communes, parce que l'Etat ne va pas sans les communes.

Une part croissante des dépenses profite aux zones urbaines au détriment des zones rurales. Comment Lausanne peut-elle refuser les véhicules de l'extérieur, tout en réclamant des participations à toutes sortes de dépenses?

Il faut élargir le problème et le replacer à l'échelle vaudoise. Les villes assument plus de tâches liées à des charges dynamiques que les campagnes. Par exemple, Lausanne représente environ 20% de la population vaudoise, mais dépense dans le domaine social le 40%. Soit deux fois plus que sa population. Lausanne assume son rôle de ville-refuge pour les plus démunis. D'un autre côté, des communes de moins de 200 habitants ont une grande difficulté à assumer tout ce qu'on leur impose. Il faut essayer de favoriser rapprochements et fusions, cela limitera les tensions.

Comment voyez-vous la future répartition des rôles entre le canton et les communes?

Elles sont l'autorité de proximité par excellence. Par contre, les enjeux transversaux, santé, social, sécurité publique et autre justice, sont de plus en plus supracommunaux. La relation Etat-communes, je l'ai dit, doit